

**Point de presse de la porte-parole -
Mali - Attaque contre la MINUSMA
(28 février 2018) - République
centrafricaine - Attaque contre des
travailleurs humanitaires (1er mars
2018)
(Paris, 01 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Mali - Attaque contre la MINUSMA (28 février 2018)

La France condamne l'attaque perpétrée contre la MINUSMA le 28 février dans la région de Mopti, au cours de laquelle quatre casques bleus ont perdu la vie et quatre autres ont été grièvement blessés.

Nous présentons nos condoléances aux familles des disparus et aux autorités du Bangladesh.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSMA pour la stabilisation du Mali et la protection des populations civiles.

2 - République centrafricaine - Attaque contre des travailleurs humanitaires (1er mars 2018)

La France condamne l'attaque contre des travailleurs humanitaires le 25 février dans le nord-ouest de la République centrafricaine, qui a fait, selon les informations actuellement en notre possession, six morts, un employé de l'UNICEF et cinq travailleurs humanitaires. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et appelons à ce que toute la lumière soit faite sur ces exactions, afin que leurs responsables en répondent devant la justice.

La France rappelle son plein soutien à l'action de l'ONU et des agences et organisations humanitaires, qui paient un lourd tribut pour la protection et l'amélioration des conditions de vie des populations centrafricaines de toutes origines et de toutes confessions. Les attaques contre les travailleurs humanitaires sont inacceptables et il est nécessaire de les protéger en toutes circonstances pour leur permettre de mener à bien leurs missions.

Cette attaque rappelle aussi la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre

effective du désarmement des groupes armés. Nous appelons à cet égard à poursuivre la mise en oeuvre rapide et ambitieuse de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la région./.